Paris, le 18 décembre 2015

Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

Dans quelques jours votre gouvernement va répondre à la lettre de mise en demeure en date du 22 octobre dernier qui a été adressée à la France par la Commission européenne et selon laquelle « *sans préjudice de sa position finale, la Commission considère que l'attribution à Electricité de France et le maintien à son bénéfice de l'essentiel des concessions hydroélectriques en France constituent des mesures contraires à l'article 106 du traité de l'Union, lu en combinaison avec l'article 102 de ce même traité* ».

Cette approche inacceptable de la part de la Commission européenne consiste en clair à remettre en cause le modèle historique des services publics à la française, car elle pourrait de la même manière remettre en cause d'autres grandes entreprises publiques, comme celles du secteur des transports par exemple.

De plus, notre analyse nous conduit à considérer que les annexes à cette lettre de mise en demeure comportent de très nombreuses irrégularités, approximations et incohérences qui montrent clairement l'acharnement de la Commission européenne à mettre à bas le modèle d'entreprise intégrée d'EDF qui a pourtant fait ses preuves au service de la sécurité et de la compétitivité énergétique de notre pays.

En tout premier lieu, le simple fait de bâtir toute la démonstration sur une seule photographie instantanée au 31 décembre 2014, sans tenir compte des réalités de la dynamique historique, constitue une preuve absolue de la volonté de la Commission européenne de mettre à mal le modèle d'entreprise EDF et au-delà l'ensemble du modèle énergétique français.

Certes, et à la décharge de la Commission européenne, les gouvernements qui se sont succédés à la tête de l'Etat français lui ont largement fourni de quoi fourbir ses armes en renouvelant annuellement, y compris en 2013 puis à nouveau en 2014, la proposition de mise en concurrence des concessions hydrauliques à chaque réédition du Programme National de Réforme.

Au nom des salariés de la filière hydroélectrique française, nous avons, ces dernières années, fait de très nombreuses propositions pour éviter ce désastre annoncé pour le système électrique national, pour les citoyens français et accessoirement pour l'Etat actionnaire, c'est-à-dire l'ensemble de la Nation.

.../...

Mais face à une haute administration qui apparaît aussi frileuse que dans le rejet des modèles historiques qu'elle juge archaïques, une Agence des Participations de l'Etat toute pétrie d'anglicismes savants et d'une vision étriquée et financiarisée de l'industrie, des alliances de circonstances entre les écologistes et les collectivités locales persuadées de mettre la main sur la rente hydraulique, les argumentaires de bon sens que nous n'avons cessé de porter ont eu peu de poids.

A l'occasion de la loi pour la Transition Energétique et la Croissance Verte, votre gouvernement n'a pas hésité à organiser la mise en concurrence des concessions hydroélectriques à laquelle nous n'avons eu de cesse de nous opposer, ce d'autant plus que la possibilité de prolongation des concessions en contrepartie d'investissements, pourtant prévue par la loi, semble aujourd'hui abandonnée par le Ministère du Développement Durable et de l'Énergie.

Mais pour EDF, pour son personnel et pour la France, l'heure est grave. Le temps des tergiversations et des accords en catimini est terminé.

La France se réveille au lendemain des élections régionales avec une montée de l'euroscepticisme inégalé et un taux de chômage au zénith. Aucune relance de l'emploi qui serait crédible et d'ampleur grâce à d'ambitieuses politiques d'investissements publics n'est aujourd'hui possible, pour la bonne raison qu'au nom de l'austérité, les investissements publics sont au point mort et que les entreprises publiques sont exsangues.

Et comme cela ne suffit pas, EDF est appelé pour sauver Areva, EDF s'apprête à investir en Angleterre dans un contexte économique impossible. Elle doit également continuer à perdre des parts de marché pour répondre, une fois de plus, au dogme bruxellois de la concurrence libre et non faussée, et continuer à verser d'abondants dividendes pour boucher les trous du budget de l'Etat.

La situation économique d'EDF est tellement grave que pour la première fois de l'histoire d'EDF, les élus de son Comité Central d'Entreprise ont, à l'unanimité, lancé un droit d'alerte économique, le 10 décembre 2015.

C'est pourquoi nous vous demandons avec la plus grande force de placer les enjeux politiques au cœur de la réponse que votre gouvernement s'apprête à faire à cette mise en demeure, même s'il convient d'accompagner cette réponse d'un argumentaire juridique inattaquable pour contrer celui de la Commission.

Notre conviction est que cela ne suffira pas. La Commission européenne doit comprendre que le projet européen doit se bâtir avec et pour les citoyens européens et non à leurs dépens. Et nous sommes intimement convaincus que c'est au chef du gouvernement français de le lui faire comprendre ! C'est bien à vous qu'il appartient de défendre l'intérêt général, et non l'intérêt d'acteurs financiers et autres lobbies.

…/…

Nous n'avons cessé de le clamer depuis de nombreuses années, et nombre d'acteurs nous ont rejoints dans ce constat : si la concurrence dans le secteur de l'électricité avait un intérêt quelconque pour les français, cela se saurait. Tous les économistes, des plus anciens aux plus récents, ont démontré que dans ce secteur aussi spécifique que l'électricité, la concurrence n'avait aucun sens, sauf celui de transférer les avantages d'un service public de qualité et reconnu par les français à quelques affairistes privés, le temps que les infrastructures ne deviennent obsolètes et imposent de lourds investissements.

Monsieur le Premier Ministre, au lendemain de la conférence mondiale sur le climat, les français ne comprendraient pas que votre gouvernement brade l'hydroélectricité française, une énergie propre, élément d'équilibre et de sûreté du réseau électrique, et située au cœur du modèle énergétique français.

Monsieur le Premier Ministre, les salariés et leurs représentants continueront, par leurs actions, à prouver leur attachement à leur outil de travail et à un service public de l'électricité qui garantissent une électricité de qualité et à bas coûts aux usagers, à l'industrie et à l'économie française.

Au lendemain des élections régionales et des discours nous assurant que les français avaient été compris, nous attendons de votre gouvernement des actes forts pour la défense des opérateurs historiques du secteur de l'énergie, dans l'intérêt bien compris de la Nation.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de nos sentiments respectueux.

FNME-CGT
La Secrétaire Générale
Virginie GENSEL-IMBRECHT

CFE-CGC Energies
Le Secrétaire Général
William VIRY-ALLEMOZ

FNEM-FO
Le Secrétaire Général
Vincent HERNANDEZ